

Corinne Deloy au JDD : « La démocratie perd de son attrait auprès de plus en plus d'Européens »

Les partis pro-européens ne cessent de s'affaiblir, explique la responsable de l'Observatoire des élections en Europe à la Fondation Schuman.



Une toile géante sur la façade du Parlement européen fait la promotion des élections de juin. AP/SIPA / © Jean-Francois Badias

e JDD. Vous observez depuis plus de vingt ans les élections en Europe. Quels grands enseignements se dégagent de vos observations ?

Publicité

La suite après cette publicité

Corinne Deloy. Trois principaux enseignements se dégagent de l'observation des scrutins nationaux dans les pays européens au cours des vingt-trois dernières années. On constate tout d'abord une européisation des vies politiques nationales. Les élections donnent à voir des éléments communs à tous les pays du continent : le déclin des partis de gouvernement, de gauche comme de droite ; la montée en puissance des formations populistes et extrêmes, majoritairement à droite mais aussi à gauche ; l'apparition de nouveaux clivages (environnementaux, identitaires, etc.) mis à l'agenda par de nouvelles formations politiques, et une tendance croissante à l'abstention.

Deuxième observation : on constate combien l'adhésion des pays issus de l'ex-Europe communiste à l'Union européenne a permis leur démocratisation et la transformation de leurs économies planifiées en économies de marché, non sans heurts pour une partie de leur population. Cette transition démocratique, et il faut le souligner, pacifique, est l'une des grandes réussites de l'Union européenne qui ne la met pas suffisamment en avant.

Enfin, le troisième enseignement concerne l'avenir. La démocratie semble perdre chaque année de son attrait et de sa pertinence auprès de plus en plus d'Européens. Dans plusieurs pays d'Europe centrale et orientale, des gouvernements élus remettent en cause l'État de droit et prônent une démocratie autoritaire, appelée illibérale, qui ne reconnaît pas l'indépendance de la justice ou des médias, la séparation des pouvoirs. Mais les tendances autoritaristes sont partout à la hausse sur le continent européen.

Dans quelle mesure l'appartenance à l'Union européenne influence-t-elle les politiques des démocraties nationales ?

La suite après cette publicité

Le partage d'institutions, de règles, de politiques publiques communes, comme celui d'une citoyenneté européenne, entraîne une convergence des agendas politiques des États membres et des politiques nationales. On le voit avec le vote qui a eu lieu le 10 avril du pacte sur la migration et l'asile qui s'imposera à tous en dépit de l'opposition d'une partie des États membres. L'euro est sans doute l'illustration la plus parlante de la présence de l'Europe dans les démocraties nationales.

Vous expliquez que les pays d'Europe centrale et orientale ont eu tendance à se démocratiser. On les présente pourtant comme des pays plus autoritaires et conservateurs, notamment sur la question des droits individuels. Leur attachement à l'Union européenne ne réside-t-il pas dans la figure de protection contre l'ennemi commun, la Russie ?

Je vois deux points dans votre question. Certains pays d'Europe centrale et orientale connaissent il est vrai un « *désenchantement démocratique* » selon les termes de Jacques Rupnik, mais ce désenchantement concerne à des degrés divers l'ensemble des États membres. Leur conservatisme en matière de mœurs s'explique par leur histoire. Ainsi de l'opposition des Polonais, profondément catholiques, à l'avortement. Je rappelle que Malte a adopté, il y a moins d'un an seulement, la légalisation de l'IVG.

« L'Union européenne n'était pas préparée à faire face à une guerre à ses frontières »

Par ailleurs, vous avez raison, il est évident que les pays d'Europe centrale et orientale voient dans l'Union européenne et dans l'Otan une protection contre les velléités bellicistes de la Russie voisine qu'ils perçoivent encore aujourd'hui (et je devrais dire encore plus aujourd'hui) comme une menace. L'actualité nous montre combien leur analyse est juste.

Quelle influence le mouvement Euromaïdan, dont on a fêté les dix ans, a-t-il eu sur les pouvoirs dictatoriaux jusqu'à aujourd'hui ?

En Ukraine, la révolution de 2014, appelée Euromaïdan, demandait la démocratisation du pays et son intégration à l'Union européenne. Ce pouvoir d'attraction de l'Europe effraie au plus haut point les dictateurs, et notamment Vladimir Poutine dont le pays est voisin de l'Europe et qui se doit de tout faire pour éviter que sa population puisse exprimer un jour de semblables désirs d'émancipation. Tout faire, y compris la guerre comme on le voit depuis 2014 en Ukraine, mais comme on l'a observé auparavant en Géorgie ou en Moldavie. Car Vladimir Poutine ne veut pas seulement conquérir l'Ukraine, il souhaite affaiblir

les démocraties libérales fondées sur l'État de droit.

Paradoxalement, l'épreuve de force que constitue l'invasion de l'ensemble du territoire ukrainien par les forces armées russes, le 24 février 2022, est un aveu de faiblesse.

Quelles limites de l'Union européenne le conflit en Ukraine révèle-t-il ?

Le conflit en Ukraine a montré que l'Union européenne n'était pas préparée à faire face à une guerre à ses frontières. Nous devons absolument bâtir une Europe de la défense sous peine de voir l'Union rester impuissante alors que la guerre est à sa porte. Cela passe par l'augmentation des budgets militaires des États membres (en 2024, 18 des 31 membres de l'alliance atteindront l'objectif fixé par l'Otan de 2 % du PIB pour les dépenses de défense) et par un engagement de l'ensemble des États membres (les Danois ont rejoint la politique de défense européenne en juin 2022 ; la Suède et la Finlande, historiquement neutres mais qui, rappelons-le, partagent une frontière avec la Russie, viennent pour leur part de rejoindre l'Otan).

Le conflit en Ukraine montre qu'il est essentiel de renforcer la coopération entre l'Union et l'organisation transatlantique.

La France, seule puissance nucléaire des 27 et pays doté d'une armée complète (terre, air et mer), doit être moteur dans la construction d'une Europe de la défense. La guerre en Ukraine a également contribué à mettre en évidence les obstacles à une action commune en matière de sécurité et les fortes divergences internes existant entre les États membres sur ce sujet.

En quoi les votes nationaux aux élections de juin pourront-ils influencer l'avenir de la démocratie dans le monde ?

La démocratie est née en Europe, continent où elle a grandi et où elle s'est épanouie avant de se diffuser à travers le monde. L'évolution politique de l'Union européenne est donc déterminante pour l'avenir de la démocratie au-delà de ses frontières. Les résultats des élections européennes de juin prochain, c'est-à-dire le vote au sein de chacun des 27 États membres et les majorités qui s'en dégageront, sont donc essentiels tant les décisions que les acteurs européens auront à prendre pèseront dans un monde où la démocratie est fragilisée et confrontée à un avenir incertain. Un affaiblissement des forces pro-européennes et une montée des partis souverainistes fragiliseraient l'Union, en freinant ou en empêchant la mise en oeuvre de certains de ses grands projets, tel l'élargissement ou encore le pacte vert.

Espérons que l'événement unique au monde que constituent les élections européennes témoigne dans quelques semaines de la vigueur de la démocratie en Europe.